

Unité inter-départementale  
des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
Cedex 09  
65017 TARBES

Tarbes, le 29/06/2023

## **Rapport de contrôle de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**  
**AFM RECYCLAGE**

Chemin de Gayan - 65230 Bordères-sur-l'Echez

Référence : 2023-0581-dp  
Code AIOT : 0006803948

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté Zone Industrielle, chemin de Gayan sur la commune de Bordères-sur-l'Échez (65320). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réactive a été réalisée dans le cadre de l'incendie de l'alvéole de stockage des tournures de titane, survenu le 30 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 Bordères-sur-l'Échez
- Code AIOT : 0006803948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM exploite sur la commune de Bordères-sur-l'Echez une activité principale de collecte, traitement et stockage des métaux et déchets métalliques non dangereux. L'exploitation est également classée au titre de ses activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par les producteurs et de dépollution des véhicules hors d'usage.

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 26 avril 1991, complété par l'arrêté préfectoral n°65-2019-10-15-003 du 15 octobre 2019.

L'exploitant dispose également, pour son activité de démantèlement de véhicules hors d'usage, d'un agrément n°PR 65 00001 D délivré le 2 juin 2006 et renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 65- 019-03-04-001 du 03 avril 2019.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé au préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Lettre de suite	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement 01/01/2001, article R512-69	/	Sans objet
3	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
4	Rétention des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Un incendie s'est déclaré le mercredi 31 mai 2023, à 21h30, dans l'alvéole de 60 m<sup>3</sup> de stockage des tournures de titane. Le feu fut rapidement maîtrisé par les secours et éteint après 1h30 d'intervention.

Les conséquences de l'incendie sont matérielles, se résumant à la perte des produits stockés dans l'alvéole (5t de tournures de titane stockées en big-bag) et à la destruction partielle de la bâche couvrant l'alvéole.

Les eaux incendies ont été confinées dans un bassin de rétention. L'analyse chimique de ces dernières, réalisée le lendemain de l'incident, a pu confirmer l'absence de pollution. Ces eaux ont donc été dirigées vers le dispositif de traitement des eaux du site, avant rejet au milieu.

Les eaux d'extinction contenant les huiles de coupes ont été confinées dans la cuve de rétention dédiée au stockage de tournure. Elles ont été évacuées pour élimination vers une filière agréée, le 2 juin 2023, par la société OSIS. L'ensemble des justificatifs d'élimination ont été transmis à l'inspection.

L'origine de l'incendie est probablement liée à un éclair de foudre tombé sur l'alvéole de stockage de tournure, venant embraser les big-bag présents.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une analyse du risque foudre de ses installations. Le site ne dispose d'aucune mesure de protection contre la foudre.

L'exploitant dispose par ailleurs des moyens de lutte contre l'incendie conformes, en nature et en quantité, aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de stockage de métaux non dangereux.

L'exploitant ayant transmis à l'Inspection, le 15 juin 2023, un bon de commande pour la réalisation de l'analyse du risque foudre, il n'est pas proposé de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### Point de constat n°1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie stockage de Tournure
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Un incendie s'est déclaré le mercredi 31 mai 2023, à 21h30, sur l'alvéole de stockage des tournures de titane (5t conditionnées en big-bag).  La caserne de pompier étant voisine du site, deux équipes d'intervention du SDIS sont arrivées dès 21h36. Prévenu par l'adjoint au Maire, l'exploitant s'est rendu sur le lieu à 22h00. Le feu fût rapidement maîtrisé par les pompiers puis éteint après 1h30 d'intervention.  Dès son arrivée, l'exploitant a isolé le réseau de collecte des eaux du site, les eaux d'extinction de l'incendie ont été confinées dans le bassin de rétention de 1 240 m <sup>3</sup> . L'exploitant a procédé à l'analyse des eaux par le laboratoire WELSSING le 1 <sup>er</sup> juin 2023. Le rapport d'analyse présentant des résultats conformes aux valeurs réglementaires de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 (relatif aux installations de stockage des métaux non dangereux), ces eaux ont été renvoyées vers le dséhuileur-débourbeur avant rejet au milieu.  L'origine probable de l'incident est liée à un impact de foudre ayant touché l'alvéole de tournures, déclenchant l'incendie des big-bags stockés.  Les conséquences de l'incendie sont uniquement matérielles : 5 tonnes de tournures ont été brûlées et la bâche couvrante de l'alvéole a été partiellement détruite. Les huiles de coupes mélangées aux eaux d'extinction ont été confinées dans la cuve de rétention de 10 m <sup>3</sup> dédiée au stockage de tournures. Elles ont été évacuées pour élimination vers une filière agréée, le 2 juin 2023, par la société OSIS. Les justificatifs d'élimination ont été transmis à l'inspection le jour même.  Le rapport d'accident a été transmis à l'inspection le 15 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de constat n° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, analyse du risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une analyse du risque foudre de ses installations. Le site ne dispose d'aucune mesure de protection contre la foudre.  <b>L'exploitant doit, sous un délai de six mois, faire réaliser une évaluation des risques liés à l'impact de la foudre de ses installations, conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de constat n° 3 : Dispositif de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li></ul> Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de deux robinets d'incendie armés, d'une réserve incendie de 55 m <sup>3</sup> , de dix-huit extincteurs et trois bacs à sable servant d'absorbants.  La société Protec Feu a procédé à la vérification et l'entretien des extincteurs et des robinets d'incendie armés le 22 octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de constat n° 4 : Rétention des eaux susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li></ul> [...] II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. [...] Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un bassin de rétention de 1 240 m <sup>3</sup> . Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont acheminées par ruissellement jusqu'au fossé bétonné venant alimenter le bassin. Ce dernier est équipé de vannes d'obturation en entrée et en sortie permettant l'isolement des eaux susceptibles d'être polluées dans ce dernier (cf point de constat n°1).  Les justificatifs par rapport aux guides de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie D9 et D9A ont été transmis à l'inspection via le dossier de porter à connaissance du 4 juillet 2022 en cours d'instruction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet